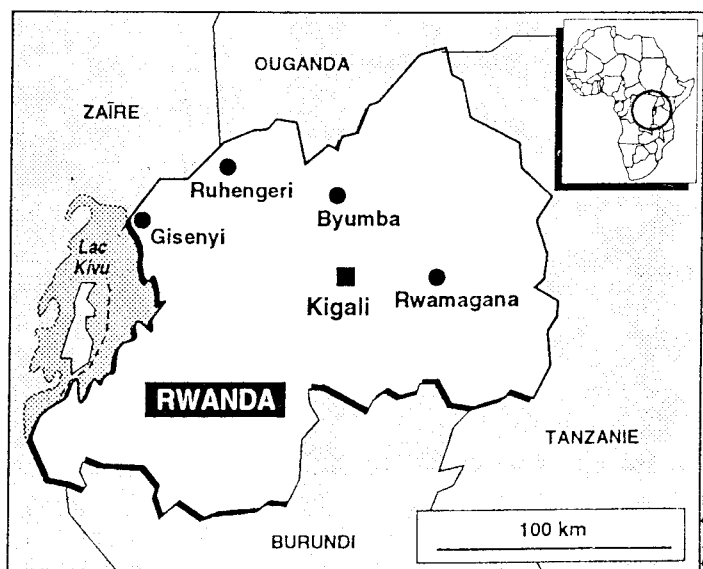


## RWANDA : LA POLITIQUE DU PIRE ...

«Les soldats français ne peuvent devenir les arbitres internationaux des passions qui aujourd'hui bouleversent et déchirent tant et tant de pays» déclarait mardi soir le président de la République française à propos du Rwanda. Une simple phrase empreinte d'impuissance et de lassitude et le Rwanda n'a plus qu'à retomber dans l'oubli, avec ses 100 000 morts, ses déchirures ethniques et son, déjà, tragique avenir.

La nature politique du conflit est à peine évoquée. Les observateurs occidentaux se limitent, le plus souvent, à regarder les événements au Rwanda à travers le prisme des guerres inter-ethniques ou tribales. C'est le dernier affront fait aux victimes. Comme il est confortable de décrire les Rwandais comme des barbares et difficile de reconnaître la nature politique d'un conflit auquel on a pris une part plus qu'active !



S. Le Sollec

L'Etat français a en effet clairement choisi son camp depuis la signature du premier accord de coopération militaire avec la dictature de Juvénal Habyarimana en 1975. La constance de l'engagement français aux côtés de ceux qui sont aujourd'hui les bourreaux de Kigali et Butare ne se dément pas au fil du temps. Les troupes françaises (21ème régiment d'infanterie de marine et 2ème régiment étranger parachutiste) sont présentes aux côtés des forces gouvernementales depuis 1991. Par deux fois (1991 et 1993), l'armée française arrêtera le FPR aux portes de Kigali. Le soutien de l'Etat français à la dictature de Juvénal Habyarimana prend tout son relief quand la France accorde des subventions au gouvernement rwandais pour l'achat d'armes à l'Egypte en 1992. Le Crédit Lyonnais, banque nationalisée, n'hésite pas à se porter garant de la transaction. La France définit son intervention comme humanitaire, arguant de la protection des ressortissants français au Rwanda.

Rien de surprenant : nous sommes habitués, depuis la guerre du golfe et l'exode kurde, à voir les gouvernements occidentaux cacher l'incurie et les méfaits de leur politique en se parant du drapeau de l'humanitaire. Monsieur Roussin, ministre de la Coopération, espère redorer le blason de la France au Rwanda à travers les organisations non gouvernementales françaises présentes sur le terrain.

### "Les responsables des massacres ... alliés de la France"

En dépit de ses demandes insistantes, les ONG sont plus que réticentes à participer à cette farce. Les responsables des massacres en cours dans les zones toujours contrôlées par l'armée gouvernementale rwandaise sont les alliés de la France, entraînés, armés, financés par elle. On a peine à croire, dans ces conditions, que la France ne dispose d'aucun moyen de pression pour faire cesser les massacres ! Travailler au Rwanda aujourd'hui, essayer d'évacuer les blessés, les opérer

nous amène rapidement à nous interroger sur la nature du profond sentiment de dégoût qui s'insinue douloureusement en nous. Soyons clairs, des guerres, des blessés et des morts nous en avons vus d'autres. L'horreur et la révolte sont nos habitués compagnons de route. Et pourtant, force est de reconnaître la nature exceptionnellement monstrueuse du processus mis en oeuvre par les Forces Armées Rwandaises et les restes de l'Etat dictatorial de Juvénal Habyarimana, décédé dans des circonstances troubles le 6 avril dernier.

### "Une politique méthodique d'extermination"

Au lendemain de la mort du dictateur, une politique méthodique d'extermination est appliquée à l'encontre de la communauté tutsie et plus généralement de toute personne soupçonnée de ne pas adhérer à la politique du courant le plus extrémiste de l'armée. Politique : les miliciens du MNRDD et du CDR, listes de futures victimes

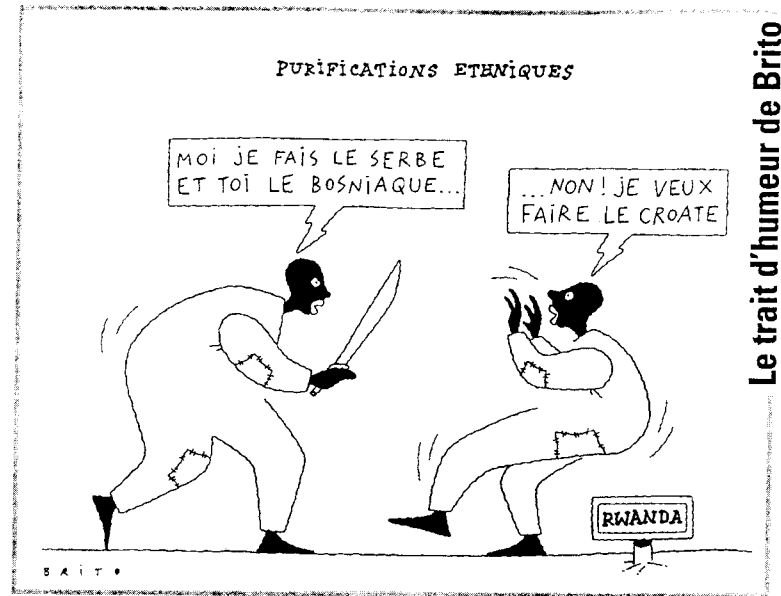
en main, se livrent à une chasse à tous les opposants au courant le plus radical de la dictature. Le 7 avril, le premier ministre, Madame Agathe Uwilingiyimana, est assassinée ainsi que plusieurs ministres membres de l'opposition. Les représentants de l'opposition seront les premières mais non les uniques victimes. Le clergé sera également lourdement frappé, comme en témoigne l'assassinat de 19 jésuites au centre Christus à Kigali le 7 avril. Les employés rwandais des organisations humanitaires (Oxfam, Unicef, MSF, CICR) paieront également un lourd tribut.

Méthodique : le 15 avril, les équipes humanitaires tentant d'évacuer les blessés réfugiés dans les paroisses des quartiers populaires de Gikondo et Nyamirambo, se heurtent, tous les cent mètres, à des barrages de miliciens occupés à fouiller maison par maison pour peaufiner leur travail d'extermination. Nous trouverons dans les paroisses les restes calcinés de corps mutilés. Les survivants à ce



250 000 réfugiés à la frontière de la Tanzanie.

Reuter



Le trait d'humeur de Brito

carnage sont rares. A l'approche du marché de Gikondo, nous sommes arrêtés par des miliciens qui finissent d'achever les blessés réfugiés dans ce marché. Certains n'hésitent pas à regarder sous les voitures pour s'assurer que personne n'échappe à leur sinistre besogne. Si par mégarde une ambulance arrive à prendre en charge des blessés, ces derniers sont arrachés des voitures et exécutés.

Extermination : la communauté tutsie de Kigali est pourchassée, toutes les maisons sont visitées. Les assassins n'épargnent personne : les femmes, les enfants, les bébés et les hommes sont mutilés à la machette et souvent achevés d'une balle par des groupes de miliciens (interhamwe) accompagnés de militaires.

### "Un massacre planifié et organisé"

Il ne s'agissait pas d'une foule en colère, ivre de vengeance après la mort de son président, mais des miliciens et de militaires appliquant une politique d'élimination systématique de civils accusés de sympathie pour l'opposition. Les dizaines de milliers de morts au Rwanda en moins d'un mois ne sont victimes ni de la guerre ni de la fureur populaire, mais d'un massacre planifié et organisé par des politiques. Comment, autrement,

qualifier un conflit faisant plus de morts que de blessés, majoritairement des civils ? Comment ne pas parler de crime contre l'humanité ?

L'horreur ne doit pas nous empêcher d'essayer de comprendre. Le Rwanda est profondément divisé. Les communautés hutue (85% de la population) et tutsie (moins de 15% de la population) s'entre-déchirent depuis longtemps. La colonisation a figé des représentations anciennes. Les colonisés se sont réappropriés ces discours ethniques pour asseoir leur domination ou exprimer leur frustration. Le colonisateur belge et le clergé accentuent cette fracture en favorisant systématiquement la minorité tutsie, traditionnellement au pouvoir dans l'un des rares royaumes d'Afrique de l'Est.

Entre ces deux communautés, parlant la même langue et partageant la même culture, la différence est certainement plus sociale qu'ethnique. Qu'à cela ne tienne, on n'hésite pas à fabriquer des ethnies pour justifier d'un soutien exclusif à un groupe qualifié de supérieur (les tutsi). Mais bientôt, l'élite tutsie ne trouve plus grâce aux yeux du colonisateur. Ses vellétés d'indépendance la rendent suspecte de sympathies communistes. La monarchie tutsie est renversée en 1959 et les hutus arrivent au pouvoir, trois ans avant l'accession du pays à l'indé-

pendance. Ces événements entraînent l'exode en Ouganda de dizaines de milliers de tutsis. Juvénal Habyarimana accède à la présidence en 1973, à la suite d'un coup d'Etat. En octobre 1990, la minorité tutsie réfugiée en Ouganda entreprend de reconquérir le pouvoir. L'entrée de quelques milliers d'hommes du Front Patriotique Rwandais (FPR) dans le nord du pays, avec le soutien de l'Ouganda, provoque, d'octobre 90 à février 93, l'exode de 900 000 hutu vers le sud du pays. Pour les populations déplacées, le prix à payer sera lourd : famine, épidémie de paludisme et de dysenterie. La réaction du pouvoir en place à Kigali ne se fait pas attendre. En représailles à l'avancée des rebelles, l'armée gouvernementale pourtant en pleine débandade, déclenche des massacres contre la minorité tutsie vivant dans les zones qu'elle contrôle. L'ampleur de ces carnages, notamment dans le Bugesera et le nord-ouest, est attestée par le rapport d'une Commission internationale des droits de l'Homme, coordonnée par Africa Watch et la Fédération internationale des droits de l'Homme.

**"La population du Rwanda ... prise en otage"**

Les rapporteurs mettent également en cause le FPR, l'accusant de massacres de civils. De telles exactions ne sont pas nouvelles et surviennent périodiquement au Rwanda depuis le début des années soixante. Le FPR ne pouvait ignorer que le moindre mouvement vers le pouvoir s'accompagnerait de l'exécution de civils au sein de la communauté constituant son assise sociale : les tutsis. Pour le FPR, il s'agit sans doute du prix à payer pour la reconquête du pouvoir ... La population du Rwanda est ainsi prise en otage entre les cyniques calculs politiques et la fureur des assassins.

Les souffrances de la population rwandaise ne sont pas terminées. L'arrêt des massacres, la protection

**SOLIDARITE FRANCE-RAWANDA**

Les associations de solidarité et de défense des droits de l'Homme ont constitué un collectif «Solidarités France-Rwanda». Le collectif a lancé une campagne : «Rwanda : témoigner et réagir». Une lettre est à envoyer à M. Juppé, ministre des Affaires Etrangères, demandant l'élargissement immédiat de l'aide d'urgence de la France au Rwanda. Cette lettre exige également que la France :

- désigne d'urgence les responsables du déclenchement des massacres.
- suspende immédiatement son accord de coopération militaire avec le Rwanda et applique à ce pays un embargo sur les livraisons d'armes.
- poursuive une diplomatie active uniquement avec les personnes et groupes démocratiques, légitimés par les accords d'Arusha.
- exige que le rôle de la mission des Nations-unies (MINUAR) soit accru pour être en mesure de protéger efficacement les convois humanitaires et les lieux de rassemblement des personnes menacées.

Pour participer à cette campagne : **«Solidarité France-Rwanda»**, c/o Agir Ici, 14 passage Dubail, 75010 Paris, ou le Cridev.

des civils, l'organisation des secours aux blessés, la prise en charge des populations déplacées par le conflit sont des enjeux d'une extrême urgence, malgré le manque d'intérêt de la communauté internationale.

Le désert politique et diplomatique, identique à celui de Mogadiscio en 1991-92, qui s'installe actuellement à Kigali, l'incurie des Casques Bleus assistant passivement aux massacres des civils augurent mal de l'avenir. Nul besoin d'être grand clerc pour prévoir l'avènement à très court terme de famines dans ce petit pays, en proie à une insécurité alimentaire permanente et complètement ravagé par les affrontements. 400 000 déplacés rwandais dépendaient déjà totalement

de l'aide humanitaire avant les derniers événements.

Dans l'immédiat, les pressions les plus vives doivent être exercées par la Communauté internationale pour imposer l'arrêt des massacres. Pour mettre un terme à la politique du pire en oeuvre depuis trop longtemps au Rwanda, et éviter ses conséquences tragiques, nous appelons à une très large mobilisation des associations humanitaires et de l'opinion publique.

Docteur Jean-Hervé Bradol,  
responsable du programme Rwanda  
à Médecins Sans Frontières,  
de retour de Kigali.